



Sénégal

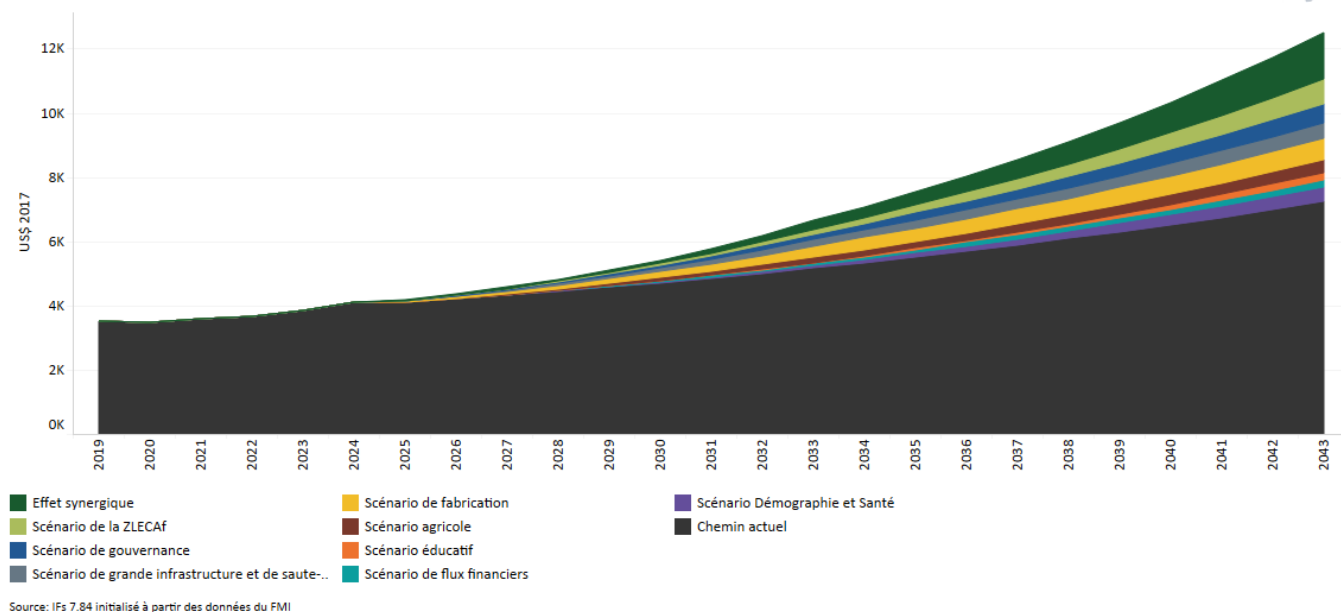
Comparaison de Scénarios

Enoch Randy Aikins

Last updated 24 April 2024 using IFs v7.84

Comparaison de Scénarios

Graphique 29 : PIB par habitant selon la trajectoire actuelle et les scénarios, 2019-2043



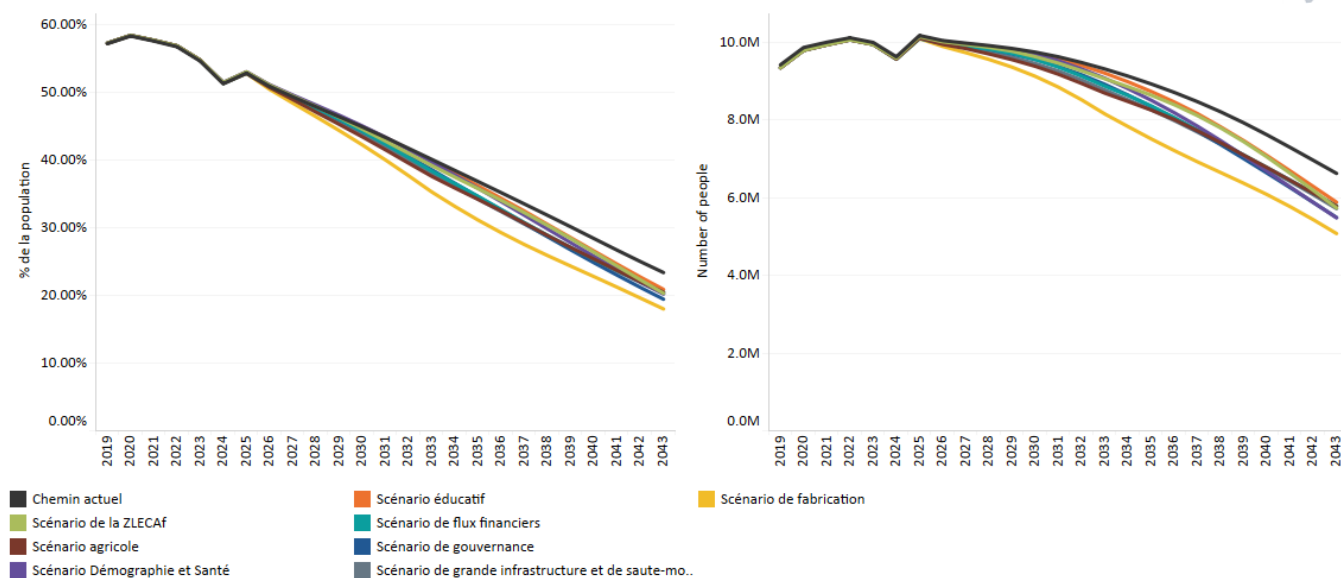
Le graphique 29 présente un graphique à aires empilées indiquant la contribution de chaque scénario au PIB par habitant. L'impact cumulé d'une meilleure éducation, d'une meilleure santé, de meilleures infrastructures, etc. offre un avantage supplémentaire que nous appelons l'effet synergique.

D'ici 2043, les scénarios qui auront le plus grand impact sur le PIB par habitant du Sénégal seront le scénario ZLECAF, suivi du scénario Industrialisation et du scénario Gouvernance. Dans le scénario ZLECAF, le PIB par habitant (PPA) du Sénégal atteindra 8 016 dollars d'ici 2043, ce qui représente une augmentation de 777,2 dollars (ou 10,7 %) par rapport aux projections de la trajectoire actuelle en 2043. Cela signifie que le Sénégal peut considérablement accroître son PIB par habitant s'il tire parti de la pleine mise en œuvre des accords commerciaux. L'impact important du scénario ZLECAF sur l'amélioration du niveau de vie au Sénégal n'est pas surprenant dans la mesure où les pays africains ont beaucoup d'avantages à commercer entre eux. Une zone de libre-échange régionale telle que la ZLECAF stimule l'ouverture commerciale, accélère la diffusion des technologies dans le pays et améliore ainsi la productivité et les activités d'innovation. Cela se traduit en fin de compte par une amélioration du bien-être, les ressources étant affectées à leur usage le plus productif, et par une baisse des prix à la consommation. Le libre-échange pourrait également accroître les exportations du Sénégal en ouvrant l'accès à un marché beaucoup plus vaste et en améliorant le secteur manufacturier du pays grâce à la concurrence, ce qui pourrait accélérer la croissance économique et générer plus d'emplois dans des secteurs clés.

Dans le scénario Industrialisation, le PIB par habitant du Sénégal devrait atteindre 7 918 dollars d'ici 2043. Il s'agit d'une augmentation de 623 dollars, soit 9,4 %, par rapport aux prévisions selon la trajectoire actuelle. Pour l'économiste Nicolas Kaldor, l'industrie manufacturière est le moteur de la croissance économique (hypothèse du moteur de croissance de Kaldor). Il s'agit historiquement du plus grand pourvoyeur d'emplois car elle entretient des liens en amont et en aval avec d'autres secteurs et transforme les structures de productivité dans l'ensemble de l'économie. Il n'est donc pas surprenant que le scénario Industrialisation conduise à une telle amélioration du PIB par habitant. Un secteur manufacturier solide joue donc un rôle crucial pour parvenir à une croissance durable et améliorer de façon significative le niveau de vie de la population au Sénégal.

Dans le scénario Gouvernance, le PIB par habitant du Sénégal devrait atteindre 7 846,9 dollars d'ici 2043, ce qui représente une augmentation de 8,4 % par rapport aux prévisions selon la trajectoire actuelle. Ce scénario a donc la capacité de rehausser le PIB par habitant du pays de 558 dollars supplémentaires d'ici 2043. La bonne gouvernance et la stabilité politique peuvent inspirer confiance aux investisseurs et attirer davantage d'IDE au Sénégal, ce qui peut conduire à la croissance. De même, une bonne gouvernance caractérisée par un respect de l'état de droit, une réduction de la corruption et une amélioration de la transparence et de la responsabilité peut accélérer la croissance économique. Si le Sénégal parvient à préserver la paix et la sécurité et à promouvoir une bonne gouvernance, il sera sur la voie d'une croissance économique durable.

Graphique 30: Pauvreté sur sa trajectoire actuelle et scénarios, 2019-2043



Le graphique 30 présente l'impact de chaque scénario sur l'extrême pauvreté d'ici 2043.

Le scénario Industrialisation présente le plus grand potentiel de réduction de l'extrême pauvreté au Sénégal. Avec ce scénario, le nombre de personnes pauvres devrait diminuer à 5,1 millions (soit 18 % de la population), par rapport aux prévisions actuelles de 6,6 millions de personnes (22,8 %) d'ici 2043. Cela signifie qu'une industrialisation agressive, soutenue par des mesures de protection sociale telles que les transferts sociaux, a le potentiel de réduire l'extrême pauvreté au Sénégal.

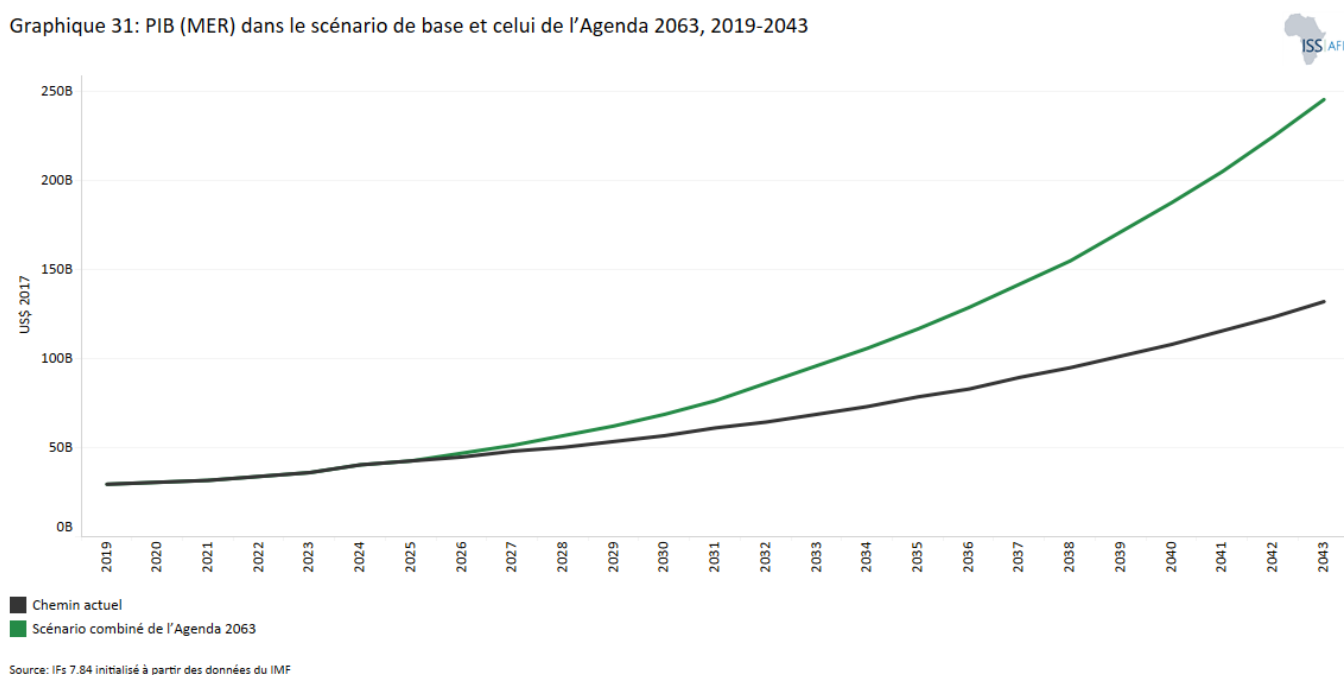
C'est le scénario Gouvernance qui a le deuxième plus grand impact sur la réduction de la pauvreté au Sénégal. Avec lui, 5,5 millions de personnes devraient vivre dans une extrême pauvreté d'ici 2043, soit 19,5 % de la population. Ce chiffre sera inférieur de 3,4 points de pourcentage aux prévisions actuelles et équivaudra à une réduction d'environ 1,1 million de personnes vivant dans l'extrême pauvreté. Une meilleure gouvernance garantit que les ressources publiques sont utilisées de manière efficace pour répondre aux besoins des populations, au lieu d'être détournées vers les poches de certaines personnes, ce qui aura un impact significatif sur la réduction de la pauvreté.

Dans le scénario Démographie et santé, 20,2 % de la population sénégalaise devrait vivre dans l'extrême pauvreté d'ici 2043, ce qui en fait le scénario ayant le troisième impact le plus important sur la réduction de la pauvreté. Avec ce scénario, l'extrême pauvreté sera inférieure de 3,2 points de pourcentage aux prévisions selon la trajectoire actuelle. Cette

réduction de l'extrême pauvreté découle de la baisse du taux de fécondité et de la diminution de la population du Sénégal, ainsi que de l'augmentation de la survie infantile et d'un meilleur accès aux soins de santé par rapport à la trajectoire actuelle.

Dans le scénario combiné Agenda 2063, le nombre et la proportion de personnes pauvres au Sénégal diminueront de manière significative. D'ici 2043, environ 863 000 personnes vivront dans l'extrême pauvreté, soit seulement 3,2 % de la population. Par rapport à la trajectoire actuelle, 5,6 millions de personnes supplémentaires pourraient ainsi sortir de la pauvreté d'ici 2043. Cela équivaut à une baisse de 20,2 points de pourcentage par rapport au taux de 23,4 % prévu d'ici 2043 selon la trajectoire actuelle. En outre, la proportion projetée de personnes pauvres au Sénégal dans le scénario combiné Agenda 2063 sera inférieure de 35 points de pourcentage à la moyenne (38,3 %) des pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure d'ici 2043.

Graphique 31: PIB (MER) dans le scénario de base et celui de l'Agenda 2063, 2019-2043



Le graphique 31 compare la taille de l'économie selon la trajectoire actuelle et dans le scénario combiné Agenda 2063 en taux de change du marché.

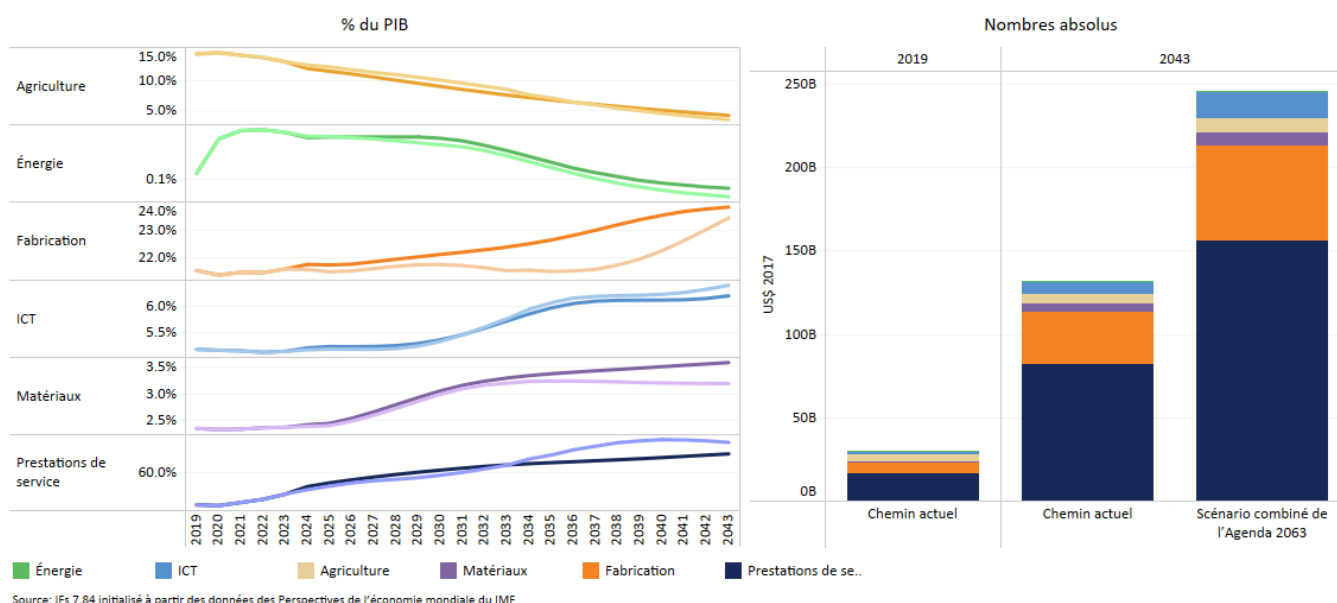
Le scénario combiné Agenda 2063 associe les huit scénarios sectoriels, à savoir les scénarios Gouvernance, Démographie et santé, Éducation, Infrastructures et bond en avant, Agriculture, Industrialisation, ZLECAf et Flux financiers.

Le PIB du Sénégal devrait atteindre 245,6 milliards de dollars dans le scénario combiné Agenda 2063, soit une augmentation de 729 % entre 2019 et 2043. Ce chiffre dépassera les prévisions selon la trajectoire actuelle de 132 milliards de dollars. Le scénario combiné Agenda 2063 permettra ainsi d'accroître le PIB du Sénégal de 113,7 milliards de dollars supplémentaires d'ici 2043, soit une hausse de 86 % par rapport à la trajectoire actuelle.

De même, dans le scénario combiné Agenda 2063, le PIB par habitant du Sénégal devrait atteindre 12 502 dollars d'ici 2043. Cela représente une augmentation de 5 263 dollars, soit 73 %, par rapport à la projection de 7 239 dollars selon la trajectoire actuelle. La concrétisation du scénario combiné Agenda 2063 pourrait donc améliorer considérablement le niveau de vie de la population sénégalaise. Le PIB par habitant projeté dans ce scénario sera de 3 600 dollars, soit 40,4 % de plus que la moyenne prévue selon la trajectoire actuelle pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique d'ici 2043. La croissance économique colossale projetée dans le scénario combiné Agenda 2063 indique qu'une

initiative de développement intégrée dans tous les secteurs est le meilleur moyen de parvenir à une croissance et à un développement inclusifs et durables au Sénégal.

Graphique 32: Valeur ajoutée par secteur dans le scénario de base et le scénario combiné Agenda 2063, 2019-2043

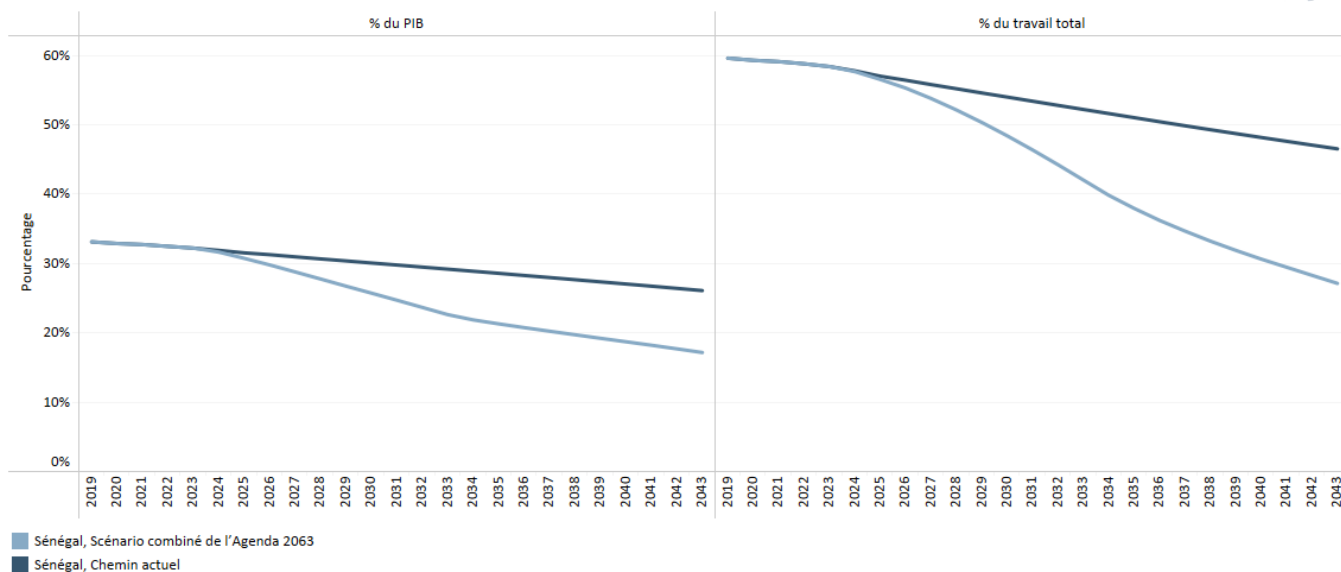


Le graphique 32 présente l'évolution de la structure de l'économie, en comparant les prévisions selon la trajectoire actuelle avec le scénario combiné Agenda 2063 de 2019 à 2043.

La plateforme IFs utilise les données du GTAP pour classer l'activité économique en six secteurs : l'agriculture, l'énergie, les matériaux (y compris l'exploitation minière), l'industrie manufacturière, les services et les technologies de l'information et de la communication (TIC). La plupart des autres sources utilisent une distinction entre trois secteurs seulement (l'agriculture, l'industrie et les services), de sorte que les données peuvent différer.

Dans le scénario combiné Agenda 2063, le secteur des services sera toujours le principal contributeur au PIB avec une part de 63,4 % (évaluée à 155,7 milliards de dollars) d'ici 2043, soit légèrement plus que la contribution de 62,1 % prévue selon la trajectoire actuelle (évaluée à 81,9 milliards de dollars). Le secteur manufacturier restera le deuxième contributeur au PIB d'ici 2043, avec une part de 23,5 % (équivalente à 57,6 milliards de dollars). La part du secteur agricole diminuera légèrement à 3,5 % (correspondant à 8,6 milliards de dollars), contre 4,2 % (environ 5,5 milliards de dollars) selon la trajectoire actuelle en 2043. Dans le scénario combiné Agenda 2063, la part des secteurs des TIC et des matériaux augmentera plus que selon la trajectoire actuelle pour atteindre respectivement 6,4 % et 3,6 %, même si la part du secteur de l'énergie devrait passer en dessous de la trajectoire actuelle pour atteindre 0,7 %.

Graphique 33: La taille du Secteur informel en % du PIB sur la trajectoire actuelle et le scénario combiné Agenda 2063, 2019-2043

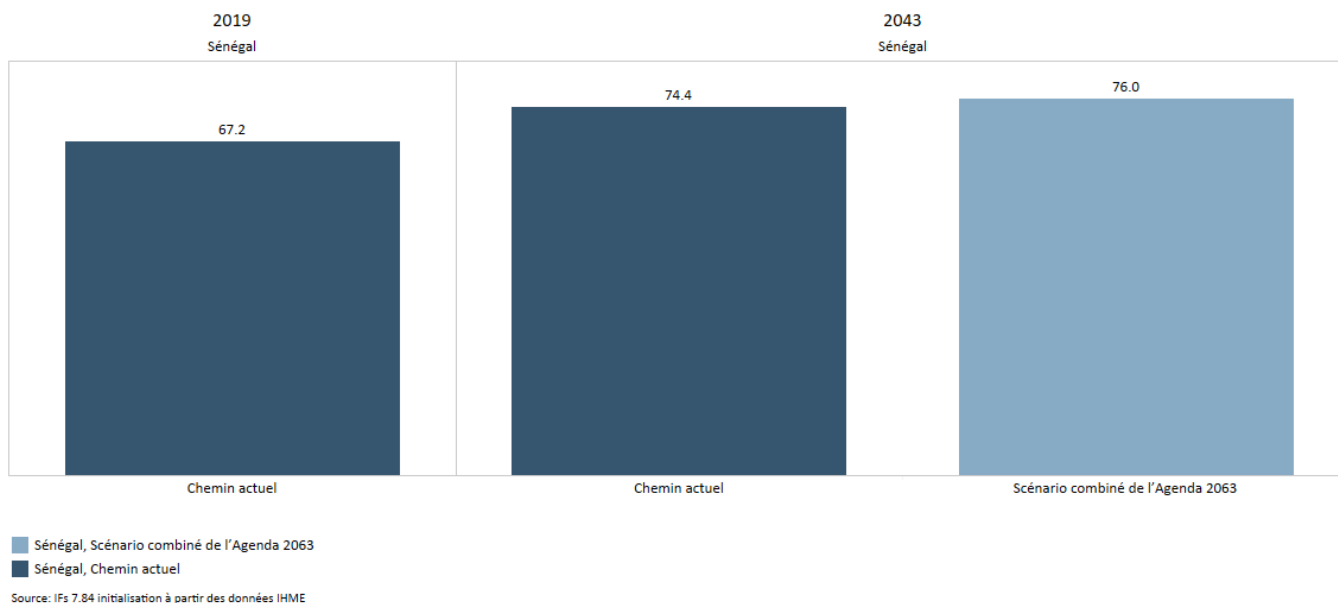


Source: IFs 7.84 initialisant à partir des données d'Elgin et Oztunali (2008) et de Schneider et Enste (2012).

Le graphique 33 présente la taille du secteur informel en pourcentage du PIB et la taille de la main-d'œuvre informelle. Les données sur la contribution du secteur informel sont souvent des estimations et doivent être traitées avec prudence.

D'ici 2043, le secteur informel au Sénégal ne représentera plus que 17,2 % du PIB, même si sa valeur absolue atteindra 42,2 milliards de dollars. À ce rythme, la taille de l'économie informelle sera inférieure aux 26,1 % prévus (évalués à 34,4 milliards de dollars) selon la trajectoire actuelle et inférieure à la moyenne des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique, soit 26,1 %. La taille de la main-d'œuvre informelle diminuera également au Sénégal. D'ici 2043, les personnes travaillant dans le secteur informel seront 1,7 million de moins dans le scénario combiné Agenda 2063 qu'en suivant la trajectoire actuelle. La main-d'œuvre informelle représentera alors 27,1 % de la main-d'œuvre totale dans le scénario combiné Agenda 2063, au lieu de 46,5 % selon la trajectoire actuelle, ce qui reflète l'amélioration attendue de la capacité de l'État grâce à l'augmentation des recettes fiscales.

Graphique 34: Espérance de vie selon le scénario de base et le scénario combiné Agenda 2063 , 2019-2043

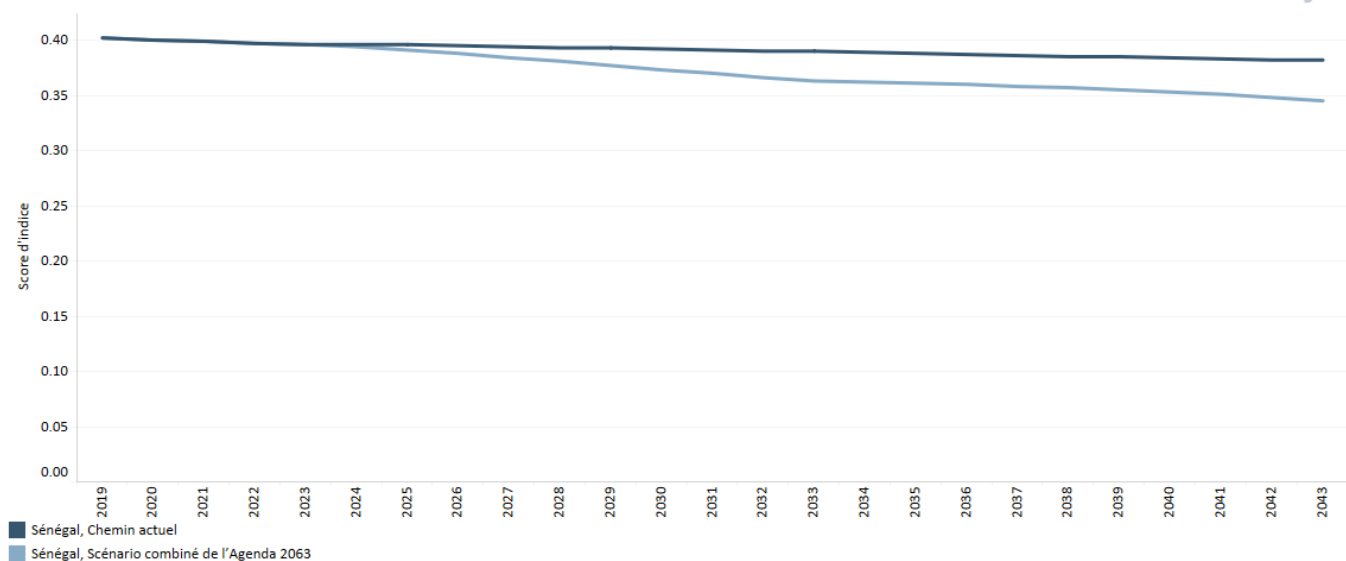


Le graphique 34 compare l'espérance de vie selon la trajectoire actuelle et dans le scénario combiné Agenda 2063.

La qualité du système de santé d'un pays peut être évaluée à l'aide d'indicateurs tels que l'espérance de vie, la mortalité maternelle et la mortalité infantile. L'espérance de vie mesure la durée de vie moyenne des individus dans le pays. En 2019, l'espérance de vie moyenne d'un Sénégalais était de 67,2 ans, ce qui correspond à peu près à la moyenne de 67,6 ans pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. Les femmes au Sénégal vivent en moyenne 3,3 ans de plus que les hommes, soit 68,9 ans contre 65,6 ans.

Selon la trajectoire actuelle, l'espérance de vie atteindra 74,5 ans d'ici 2043, ce qui sera légèrement supérieur à la moyenne de 73 ans pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. Dans le scénario combiné Agenda 2063, l'espérance de vie devrait atteindre 76,1 ans d'ici 2043, soit environ deux ans de plus que les prévisions selon la trajectoire actuelle du pays. Les femmes devraient vivre à peu près quatre ans de plus que les hommes d'ici 2043, ce qui est en accord avec les tendances mondiales.

Graphique 35: Gini national dans la trajectoire actuelle et scénario combiné de l'Agenda 2063, 2019-2043



Source: IFs 7.84 initialisation à partir des données WDI

Le graphique 35 compare le coefficient de Gini selon la trajectoire actuelle et dans le scénario combiné Agenda 2063.

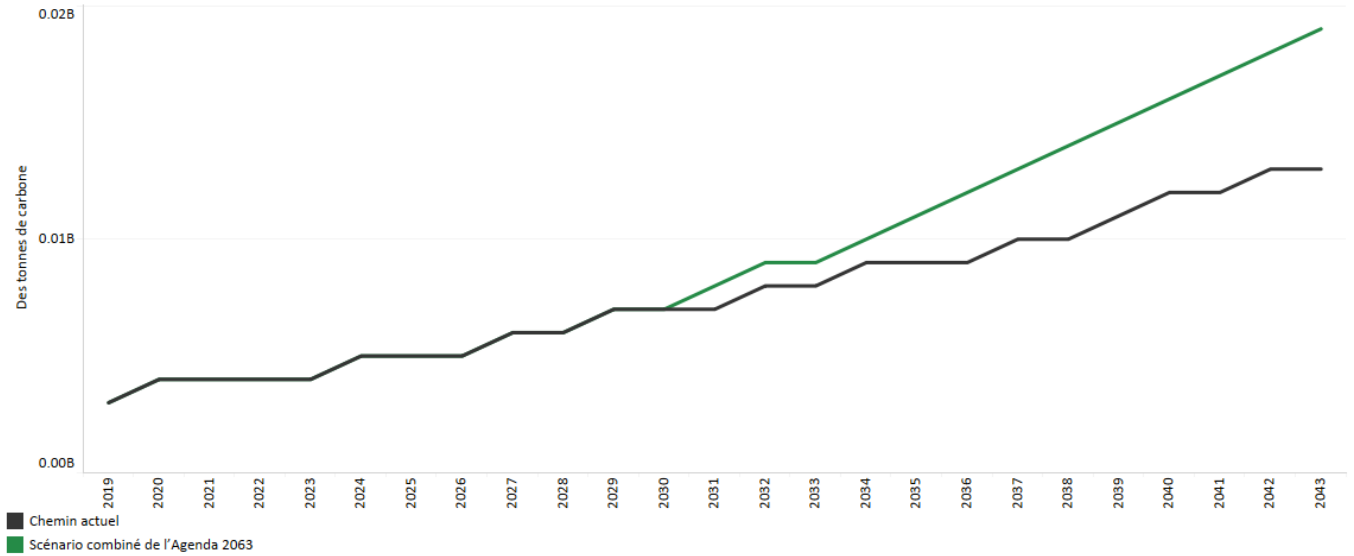
De fortes inégalités de revenus ont de nombreux effets négatifs, notamment un effondrement de la structure et de la cohésion sociales, qui peut entraîner une instabilité. Le coefficient de Gini est la mesure standard du niveau d'inégalité dans un pays[x]. Historiquement, les inégalités au Sénégal sont inférieures à la moyenne des pays appartenant à la même catégorie de revenu en Afrique.

En 2019, le coefficient de Gini du Sénégal était de 0,40, contre une moyenne de 0,50 pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. Cela en fait le septième pays le moins inégalitaire parmi les 23 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. Selon la trajectoire actuelle, les inégalités de revenus au Sénégal devraient diminuer avec un coefficient de Gini de 0,38 d'ici 2043. Dans le scénario combiné Agenda 2063, la réduction à long terme des inégalités au Sénégal sera plus rapide que dans le scénario de base avec un coefficient de Gini de 0,34 d'ici 2043. La croissance économique sera donc plus inclusive dans le scénario de combiné.

Le scénario Industrialisation présente le plus grand potentiel de réduction des inégalités de revenus au Sénégal, suivi des scénarios Éducation et Agriculture. Cela indique que pour les autorités sénégalaises, le moyen le plus rapide de réduire les inégalités de revenus est de procéder à des transferts sociaux et à des investissements dans les secteurs de l'éducation et de l'agriculture.

Graphique 36: Émissions de CO₂ sur la trajectoire actuelle et dans le scénario combiné de genda 2063, 2019-2043

Millions de tonnes de carbone (attention, pas d'équivalent CO₂)



Source: IFs 7.84, initialisation à partir des données du Centre d'analyse des informations sur le dioxyde de carbone

Le graphique 36 compare les émissions de carbone selon la trajectoire actuelle et dans le scénario combiné Agenda 2063.

Le dioxyde de carbone (CO₂), le monoxyde de carbone (CO) et le méthane (CH₄) ayant des masses moléculaires différentes, la plateforme IFs se fonde sur le carbone. De nombreux autres sites et calculs utilisent l'équivalent CO₂.

Comme la plupart des pays africains, le Sénégal émet très peu de carbone, en comparaison avec les grands émetteurs du continent tels que l'Afrique du Sud. Cela s'explique en partie par le sous-développement du secteur manufacturier dans le pays. En 2019, le Sénégal a rejeté environ 3,4 millions de tonnes de carbone provenant de l'utilisation de combustibles fossiles, ce qui reflète les faibles niveaux d'émissions de carbone dans le pays. Cela en fait le 15^e émetteur de carbone en Afrique et le 11^e émetteur parmi les 23 pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique.

La déforestation est l'une des principales sources d'émissions de carbone dans le pays. Pour atténuer ce phénomène et favoriser une gestion durable des terres, le Sénégal a développé des programmes de reboisement. Afin d'enrayer la désertification et de stocker du carbone, l'initiative de la « Grande Muraille verte » prévoit également de planter des dizaines de milliers d'hectares d'arbres dans tout le Sahel, y compris au [Sénégal](#). Les émissions de carbone du Sénégal sont aussi influencées par l'industrie des transports. Le gouvernement a mis en place des politiques pour soutenir les modes de transport respectueux de l'environnement, en investissant notamment dans les transports publics et en encourageant l'utilisation de véhicules électriques[x].

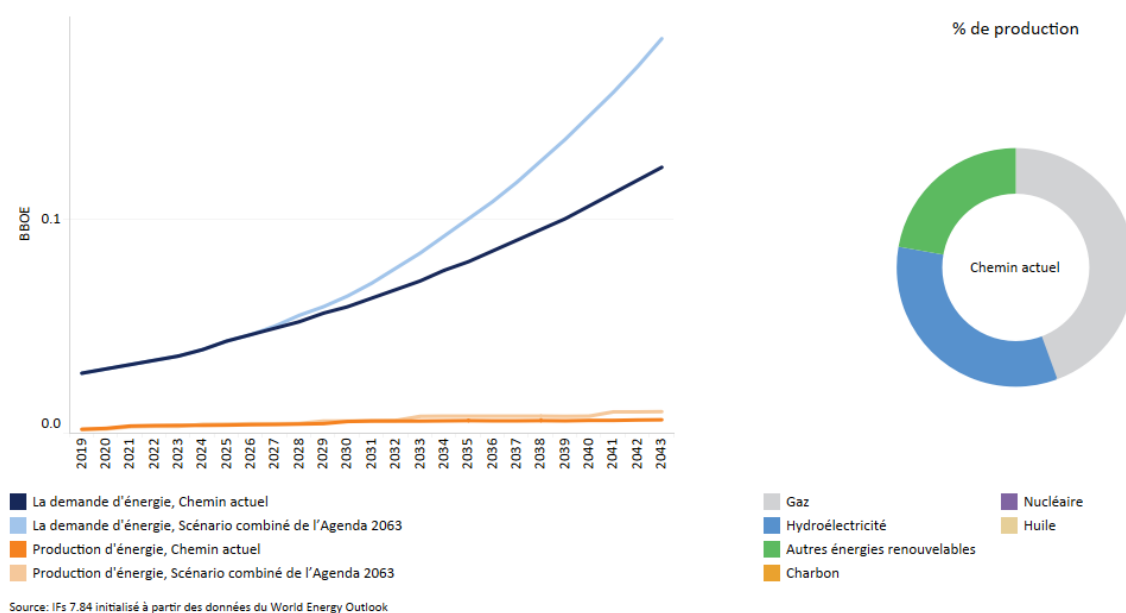
Le gouvernement travaille également avec des groupes comme le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour mener à bien des projets liés au climat et obtenir des financements en faveur des mesures de développement durable[x]. Malgré ces initiatives, le Sénégal est confronté à des difficultés pour réduire ses émissions de carbone du fait de l'augmentation de la population, de l'urbanisation et du développement économique. Cependant, l'engagement du gouvernement en faveur du développement durable et des énergies renouvelables, ainsi que l'aide extérieure, laissent présager un avenir prometteur pour les efforts du pays visant à lutter contre le changement climatique et à réduire les émissions de carbone[x].

Selon la trajectoire actuelle, les émissions de carbone provenant des combustibles fossiles devraient plus que quadrupler pour atteindre 13,5 millions de tonnes d'ici 2043 par rapport au faible niveau de 2019. Les scénarios ZLECAF et

Industrialisation sont les plus émetteurs de carbone car ils impliquent une fabrication intensive de produits manufacturés d'entrée de gamme qui entraînera une consommation accrue de combustibles fossiles. Les scénarios les moins émetteurs de carbone au Sénégal sont les scénarios Démographie et santé et Éducation.

Dans le scénario combiné Agenda 2063, les émissions totales de carbone du Sénégal atteindront 19 millions de tonnes, soit 46,2 % de plus que les prévisions selon la trajectoire actuelle. La concrétisation du scénario combiné Agenda 2063 et la réalisation d'un développement économique durable se feront au prix d'une augmentation des émissions de carbone au Sénégal, bien que le processus soit relativement lent. Cependant, le pays peut compter sur son immense potentiel en matière d'énergies renouvelables pour continuer d'avancer sur la voie d'un développement vert.

Graphique 37: Production d'énergie par type dans le scénario de base et le scénario combiné de genda 2063, 2019-2043



Le graphique 37 compare la production d'énergie selon la trajectoire actuelle et dans le scénario combiné Agenda 2063. Il effectue la distinction entre six types de sources : le pétrole, le gaz, le charbon, l'hydroélectricité, le nucléaire et les autres énergies renouvelables. Les données sont converties en milliards de barils équivalents pétrole (MBEP) pour permettre les comparaisons entre différentes sources. L'énergie produite peut être destinée à un usage domestique ou à l'exportation.

Selon les prévisions de la plateforme IFs, l'énergie totale produite au Sénégal en 2019 équivalait à 900 000 BEP. La principale source d'énergie au Sénégal est le gaz, suivi de l'hydroélectricité et des autres énergies renouvelables. En 2019, la quantité totale de gaz produite dans le pays s'élevait à 400 000 MBEP, soit 44,4 % de la production totale d'énergie. Le Sénégal souhaite augmenter sa capacité de production d'énergie renouvelable tout en réduisant sa dépendance aux combustibles fossiles, notamment grâce à son immense potentiel de production d'énergie solaire et éolienne. Pour y parvenir, le pays a investi dans des projets hydroélectriques, éoliens et solaires. Le Plan Sénégal émergent vise à ce que 30 % de l'énergie nationale provienne de sources renouvelables d'ici 2030. Pour aider les entreprises qui proposent des systèmes de refroidissement fonctionnant à l'énergie solaire, le gouvernement a également développé des programmes tels que « Scaling Up Renewable Energy (SURE) Senegal ». Le gouvernement a également exonéré de taxes douanières tous les kits d'énergie solaire destinés à l'éclairage, aux pompes à eau et au chauffage de l'eau afin de promouvoir les énergies renouvelables.

D'ici 2043, la quantité totale de gaz produite devrait presque quadrupler pour atteindre 1,5 million de BEP, sa part augmentant légèrement pour atteindre 45,5 % de la production totale d'énergie selon la trajectoire actuelle. La production

hydroélectrique représentait 33,3 % (équivalent à 300 000 BEP) de la production totale d'énergie en 2019, mais devrait diminuer rapidement pour s'établir à environ 9,1 % (évaluée à 300 000 BEP) en 2043 selon la trajectoire actuelle. Cette évolution peut être attribuée en partie au faible investissement dans l'énergie hydroélectrique. La production d'autres énergies renouvelables est actuellement estimée à 22,2 % de la production totale et devrait augmenter rapidement pour constituer 45,5 % de la production totale d'énergie (1,5 million de BEP) d'ici 2043, selon les prévisions du scénario de base.

La demande totale d'énergie (28 millions) a largement dépassé la production totale au cours de la même période. Selon la trajectoire actuelle, la demande énergétique excédentaire équivaudra à 120,7 millions de BEP d'ici 2043. Si cette situation persiste, le Sénégal dépendra donc fortement des importations d'énergie pour réaliser ses objectifs d'industrialisation.

Dans le scénario combiné Agenda 2063, la demande énergétique au Sénégal grimpera à 185 millions de BEP, soit 60 millions de BEP de plus que les prévisions selon la trajectoire actuelle. Même si la production totale d'énergie de 1,7 million de BEP dans le scénario combiné sera supérieure de 19,5 millions de BEP aux prévisions selon la trajectoire actuelle, elle restera nettement inférieure à la demande totale. En effet, d'ici 2043, la demande excédentaire en énergie de 179 millions de BEP sera 48,3 % supérieure aux projections selon la trajectoire actuelle.

La part des autres énergies renouvelables dans la production totale d'énergie du pays doublera pour constituer 60 % de la production totale d'énergie et devenir ainsi la principale source. Cela représentera 14,5 points de pourcentage de plus que sa contribution à la production totale d'énergie selon la trajectoire actuelle. De même, la part du gaz dans la production totale avec le scénario combiné Agenda 2063 sera légèrement supérieure à sa contribution selon la trajectoire actuelle.

Donors and sponsors



Reuse our work

- All visualizations, data, and text produced by African Futures are completely open access under the [Creative Commons BY license](#). You have the permission to use, distribute, and reproduce these in any medium, provided the source and authors are credited.
- The data produced by third parties and made available by African Futures is subject to the license terms from the original third-party authors. We will always indicate the original source of the data in our documentation, so you should always check the license of any such third-party data before use and redistribution.
- All of our charts [can be embedded](#) in any site.

Cite this research

Enoch Randy Aikins (2024) Sénégal. Published online at futures.issafrica.org. Retrieved from <https://futures.issafrica.org/special-reports/other/Senegal3/> [Online Resource] Updated 24 April 2024.

About the authors

Mr Enoch Randy Aikins joined the AFI in May 2021. Before that, Enoch was a research and programmes officer at the Institute for Democratic Governance in Accra. He also worked as a research assistant (economic division) with the Institute for Statistical Social and Economic Research at the University of Ghana. Enoch's interests include African politics and governance, economic development, public sector reform, poverty and inequality. He has an MPhil in economics from the University of Ghana, Legon.

About African Futures & Innovation

Scenarios and forecasting can help Africa identify and respond to opportunities and threats. The work of the African Futures & Innovation (AFI) program at the Institute for Security Studies aims to understand and address a widening gap between indices of wellbeing in Africa and elsewhere in the world. The AFI helps stakeholders understand likely future developments. Research findings and their policy implications are widely disseminated, often in collaboration with in-country partners. Forecasting tools inspire debate and provide insights into possible trajectories that inform planning, prioritisation and effective resource allocation. Africa's future depends on today's choices and actions by governments and their non-governmental and international partners. The AFI provides empirical data that informs short- and medium-term decisions with long-term implications. The AFI enhances Africa's capacity to prepare for and respond to future challenges. The program is headed by Dr Jakkie Cilliers.